



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/1002
19 juillet 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
Point 81 de l'ordre du jour

MAINTIEN DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Lettre datée du 11 juillet 1996, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'ex-République yougoslave de
Macédoine auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration portant sur le Kosovo, publiée par le Président de la République de Macédoine, M. Kiro Gligorov et par le Président de la République turque, M. Süleyman Demirel et d'un mémorandum y relatif (voir annexes I et II).

Je vous serais obligé de faire distribuer la présente lettre et ses annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 81 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

(Signé) Denko MALESKI

ANNEXE I

Déclaration publiée à Ankara le 29 juin 1996

Le Président de la République turque, S. E. M. Süleyman Demirel, et le Président de la République de Macédoine, S. E. M. Kiro Gligorov, ont tous deux souligné la nécessité de garantir la paix, la stabilité et l'harmonie dans la région. Ils se sont déclarés préoccupés par l'escalade de la violence au Kosovo, qui pourrait se répercuter sur toute la région des Balkans. Afin de trouver une solution pacifique et démocratique au problème, les deux Présidents ont appelé à l'ouverture immédiate d'un dialogue entre les autorités de la République fédérative de Yougoslavie et de l'Alliance démocratique du Kosovo, dans le plein respect des principes de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Ils se sont accordés à dire qu'un tel dialogue serait facilité par l'assistance de la communauté internationale et l'intervention d'un médiateur acceptable par les deux parties.

Exprimant leur désir de garantir et de renforcer la stabilité régionale, les deux Présidents ont engagé les dirigeants de la région à participer à cet effort commun.

ANNEXE II

Mémoire relatif à la déclaration des Présidents Gligorov et Demirel
portant sur le Kosovo

Au terme de la visite officielle en Turquie du Président Kiro Gligorov, ce dernier et le Président Süleyman Demirel, très préoccupés par la complexité de la situation au Kosovo et par ses éventuelles répercussions sur la paix et la stabilité dans les Balkans, ont publié une déclaration, formulée dans l'esprit pacifique qui caractérise la politique de ces deux pays. Dans cette déclaration, ils appellent à l'ouverture urgente d'un dialogue pour résoudre les problèmes en suspens, dans le plein respect des principes de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Ils se conforment ainsi à la position de la communauté internationale selon laquelle l'intégrité territoriale de la République fédérative de Yougoslavie n'est, ni ne peut être, remise en question, pas plus que la nécessité absolue de respecter les normes internationales pertinentes en matière de protection des droits de l'homme, et ce afin de contribuer au progrès de la civilisation universelle.

La déclaration sert un objectif unique : promouvoir un dialogue ouvert comme seul moyen acceptable de résoudre tout différend, qu'il soit interne ou international. Rien ne saurait se substituer au dialogue, qui est particulièrement nécessaire pour régler la question des droits des minorités, au coeur du problème des droits de l'homme dans les Balkans. En tant que voisins, nous nous intéressons vivement au règlement pacifique des différends dans la région; en outre, nous estimons qu'un tel dialogue n'est pas néfaste mais présente, au contraire, de nombreux avantages. C'est par-dessus tout un avantage pour les habitants du Kosovo en République fédérative de Yougoslavie, puisqu'il laisse entrevoir la solution des problèmes et contribuera considérablement au renforcement de la stabilité de la région.

Parallèlement, cette initiative est conforme à la volonté résolue de prendre des mesures préventives que la République de Macédoine a préconisées comme action positive sur la scène internationale. Pour mener à bien cette noble entreprise, il importe de pouvoir compter sur l'appui d'autres dirigeants des pays de la région, d'où l'appel à une participation active lancé dans la déclaration.
